

septembre 2017

"A la suite de la double séquence électorale, la gauche est rapetissée. Vingt-six ans de « refondation de la gauche » par « la gauche de la gauche » ! et avec quels effets ?" (Corcuff)

Un inconnu du grand public, mais bien connu des milieux financiers et patronaux, Emmanuel Macron, est devenu président de la République. Ne sous-estimons pas ce que signifie la victoire de Macron, les dangers qu'une politique ultralibérale, sécuritaire et autoritaire représente pour notre camp social : "

Cette explosion de notre système politique s'accompagne, paradoxalement, d'un maintien de la Ve République et d'une pratique XXL qui va être celle de Macron, comme on le voit déjà dans les premières décisions : Assemblée nationale totalement inféodée, projet de réduire encore plus son rôle et le nombre de parlementaires, désignation d'un ministre exfiltré, en délicatesse avec la justice, comme président du groupe LREM à l'Assemblée, sans autre candidature ni décision de ce groupe, recours aux ordonnances pour imposer une loi travail gravissime pour les salariés... Emmanuel Macron apparaît comme le « Canada Dry » de la modernité et du changement : il en a la couleur et l'apparence, mais il y a tromperie dans le produit." (Auguste)

1)

Dans ces deux premières semaines de la session parlementaire, beaucoup de choses se sont jouées durablement. Le congrès de Versailles, le vote de la motion confiance au gouvernement d'Édouard Philippe puis la discussion sur la prolongation de l'état d'urgence, tout cela a dessiné un paysage. On voit bien que la logique générale de la ligne politique de la nouvelle équipe, c'est le passage en force. Mais il se heurte à un état d'esprit du pays qui n'y est pas propice. L'abstention massive aux élections législatives (une des causes, institutionnelle –ne l'oublions pas-, est l'inversion du calendrier, dont on mesure maintenant combien elle a fait franchir une étape décisive à la monarchie présidentielle en réduisant le Parlement à une

chambre d'enregistrement) n'est pas un signal d'inertie politique, tout au contraire.

« Qu'un « vote utile » à gauche ait pu se cristalliser ponctuellement à la présidentielle sur Jean-Luc Mélenchon est incontestable. Que des énergies citoyennes et militantes s'y soient investies avec sincérité, aussi. » (Corcuff) À nous tous désormais, incombe la responsabilité de transformer cette dynamique en opposition sociale et politique à Macron et de préparer le plus tôt possible les conditions d'une alternative, les conditions d'une majorité politique.

2)

Un autre temps fort de ces premiers 15 jours a été la constitution des groupes. Ne développons pas ici les conditions et la manière de procéder, les manœuvres pour aboutir à 2 groupes –nous le regrettons-, un groupe technique GDR et le groupe politique « La France insoumise », peut-être limité à 17 personnes, mais dont la cohérence, la cohésion, le renouveau et la diversité de ses membres, donnent une force sans commune mesure avec ses effectifs.

3)

Les exigences sont mises à mal « L'appropriation collective des grands moyens de production, d'échanges et du système financier est sans cesse renvoyée à plus tard. Pourtant, dans un sondage, 53% des interrogés considéraient que le système capitaliste était cause de la crise et nombre d'actions mettent en cause la prédation des actionnaires. **Il ne s'agit pas de prôner « tout ou rien » mais de construire une intention collective qui devienne le dénominateur commun à toute lutte.** »

(Zarka)

»

++++++

La description précise donnée par Martine Billard (annexe 2) des circonscriptions indique, chiffres à l'appui, que **la situation à Nanterre-Suresnes n'échappe pas à la « règle » nationale des doubles candidatures**. Il aurait sans doute pu en être autrement compte tenu de la nature de la candidate sortante, Jacqueline Fraysse (Gauche Citoyenne – FDG), des diverses expériences engagées à Nanterre, des efforts menés par un mouvement comme Gauche Citoyenne et d'autres militants. Nous avons le « temps » compte-tenu du délai d'annonce de la non-représentation de Jacqueline Fraysse et il a été gâché en « combinaison » locales.

Mais il en a été autrement : menaces et intimidations envers les militants, lettre comminatoire, attitudes élitistes, mépris de notables, refus de prendre en compte les décisions de France Insoumise, tentative de construction de faux groupes d'appui FI, détournement de l'identité de FI, usage abusif du nom de J.L. Mélenchon... ont annihilé tous nos efforts... mais également, absence de débat politique – c'est-à-dire de confrontation d'idées et de projets- alors que quatre candidats étaient membres du BM.

Le rapprochement de la direction municipale avec le PCF (et le PS) ne date pas de cette élection : nous avons noté la place trop importante accordée aux vieux partis lors des élections municipales ; l'épisode la candidate en binôme avec Patrick Jarry (avec de fortes probabilités d'être élu) lors de l'élection départementale est éloquent : pour cette élection à caractère local, nous proposons une jeune femme, d'origine comorienne, issue d'un quartier populaire de la ville, le Maire a retenu une candidate PCF parachutée. De plus, aux élections régionales, un membre du groupe CIC était candidat sur une liste menée par un UDI ; le président du groupe CIC, membre de Gauche Citoyenne, était « débarqué » peu avant les élections...

Et il fut même question d'organiser une « primaire » ! Les primaires, pour désigner les candidats, par-delà l'expression de la crise des partis, en l'absence d'adhérents, ont montré leur

inefficacité. À quoi sert d'adhérer à un parti si le choix des candidats échappe à ses adhérents ? Elles sont le fait d'une minorité d'électeurs : 2 millions pour la primaire de la Belle Alliance, 4 millions pour la primaire de la droite.

Les candidats éliminés ne respectent pas le choix et la procédure qu'ils avaient pourtant acceptés...

Les résultats n'échappent pas non plus à la tendance nationale (voir analyse de Martelli en Annexe 1). Ils sont simplement amortis dans une ville à tradition de la gauche de gauche. Certes, une candidature unique dans ces conditions n'aurait sans doute pas permis l'élection mais aurait montré la voie d'une nouvelle dynamique qui reste nécessaire. **La candidate FI a obtenu plus de la moitié des voix de la candidate officielle (et du PCF)**

qui ne recueille que 600 voix à Suresnes, ce qui illustre le rabougrissement intra-Nanterre de cette élection, alors qu'il s'agissait d'un mandat national... L'heure n'est plus à la recherche d'un nouveau bouc émissaire, il faut d'urgence prendre en compte les réalités politiques, nationales et locales, du moment.

-

Ou on repart comme avant : tout va bien, nous sommes dans une enclave magique, qui échapperait à la crise, aux difficultés : mais cette « ville pour tous » là risque de devenir la ville de personne.

-

Ou on lui donne un sens en prenant en compte les batailles politiques et leurs déclinaisons locales : Quelle union pour quoi faire ? Avec qui ? On redonne ainsi espoir et place aux citoyens qui veulent se battre et contenu au slogan.

Contrairement à cette tendance « molle » à privilégier un consensus d'apparence et de postures, reconnaître que la société est divisée, c'est se donner la possibilité de repenser le politique, travailler les espérances communes de rassemblement sans lesquelles aucune entité ne peut survivre, donner existence concrète à la conviction qu'il y a des alternatives au social libéralisme. La démocratie se nourrit de conflits. C'est une garantie de liberté contre « la fin de l'histoire et ça se pratique au local comme au global...

++++++

Alors, quel rassemblement à gauche ?

FI n'est pas la seule composante d'une gauche d'alternative (ce qui n'est contesté ni par FI ni par personne), elle en est maintenant la principale force, la plus dynamique, la plus visible, - même si le PCF ne veut pas l'envisager ainsi-. De nombreux militants communistes ou d'Ensemble ! ont déjà réglé individuellement cette question en participant, en tant qu'individus ou sous les étiquettes « communiste insoumis » ou « Ensemble insoumis », à France Insoumise. **« La France Insoumise est le cadre qui attire aujourd'hui l'essentiel des militants politisés à gauche, ceux qui aspirent à défendre les intérêts de classes populaires.**

Et il y a de bonnes raisons à cela : le 23 avril, JLM est arrivé en tête parmi les jeunes (30%) et les chômeurs (31%), deuxième parmi les ouvriers (24%). Dans ces trois groupes, le FN a fait un score inférieur à celui que les sondages lui prédisaient. »

Soyons lucides, il n'y aura pas d'alliance, de coalition, de cartel, de nouveau « Front » : l'échec du Front de Gauche, qui est aussi l'échec stratégique d'Ensemble (même s'il ne nous est pas directement imputable) est passé par là et nous ne reviendrons pas en arrière. La France Insoumise est le seul cadre militant réellement existant qui soit à même de continuer, au-delà des périodes électorales, la dynamique qui a permis à notre candidat commun, Jean-Luc Mélenchon, d'atteindre les 19,6 % aux élections présidentielles. (texte de militants d'Ensemble !).

Il n'y a donc pas, comme on peut le lire parfois, « urgence à construire une force commune », Elle est déjà en cours de construction ! Hamon l'a bien compris en créant au plus vite un nouveau mouvement pour contrer l'attractivité de FI.

De même la question insidieuse « la gauche de transformation peut-elle se reconstruire afin de devenir majoritaire ? » laisserait penser que nous n'avons pas déjà avancé sur le sujet or l'émergence de FI est déjà porteuse d'une novation de ce type, la construction d'un pôle est déjà en cours du fait justement de l'irruption de France insoumise.

Mais, sur cette question du rassemblement, Gauche Citoyenne se situe bien, en continuité de ce que nous avons repéré et indiqué dans l'édito du Journal N.16 (novembre 2016), dans la nécessaire prise en compte de deux façons de voir qui coexistent :

-

Reconstruire, à l'ancienne, sur la base d'accords entre des partis, des mouvements, des « sachants » -de tout ce qu'on veut, mais en haut- avec des orgas, des militants, ceux qui "contrôlent", qui « se contrôlent »... dont il faut absolument « tenir compte » ? c'est ce qu'induit la proposition d'une reconstruction « à venir » en proposant, par exemple, de réunir, pour des séances de brain-storming, les militants de ces partis.

Nous la résumons dans l'édito paragraphe 3 par "Mais d'autres restent attachés au cadre politique classique, aspirent à des ententes entre partis... ainsi que, plus largement, des socialistes déçus par le spectacle des primaires.

-

« **Reconstruire le peuple** », « **reconstruire un espace d'émancipation** », « **allier des**

identités transformatrices plurielles » c'est-à-dire travailler avec « les gens », à la base, aller les disputer au Front National, leur redonner envie de voter, travailler les intersections entre les diverses aliénations pour construire des émancipations, « d'autres mondes possibles », tenter de dépasser les « filtres » (ceux qui « parlent pour eux »). Si, par exemple, FI se réfère à un "nouveau front populaire" et se félicite de l'arrivée d'un « groupe des verts autour de Coronado, elle ne fait référence à aucun moment à une union à l'ancienne entre structures par en haut. Au contraire même elle fustige les accords de sommets et les vieux partis. Ils tracent leur route, avec une volonté de suivi collectif. Personne n'est obligé d'adopter cette position mais elle existe et elle est la position de la force qui est devenue "principale".

Nous la résumons dans l'édito paragraphe 2 par "Dans France Insoumise se retrouvent beaucoup de ceux qui rejettent la politique, qui viennent en politique.... Il y a des résonances avec les « Nuits debout » de l'an dernier"

Il s'en suit évidemment deux façons de faire très différentes. Sont-elles conciliables ?
Peuvent-elles cheminer en parallèle ?

-

la première, grosso modo, c'est **un front de gauche bis**, peut-être amélioré, même avec des adhérents directs, cette construction continue d'échapper aux « gens »

-

la deuxième, c'est ce qu'on fait Syriza et Podemos, ils ont tracé leur chemin pour construire une **hégémonie** (au sens gramscien) et une fois en position solide Podemos, par exemple, a fait l'union

Et cela pose la question de l'abstention de manière extrêmement différente également :

-

Dans le premier cas, il faut convaincre de voter sur la base de choix annoncés du « haut »,,, rallier, **être moralisateur** et continuer de donner des consignes

-

Dans le second il faut **entendre le message porté par les abstentionnistes** (on ne parle plus d'un phénomène / objet « abstention » mais des acteurs / sujets « abstentionnistes »), l'analyser, le comprendre, construire à partir des préoccupations exprimées les alternatives qui redonnent envie de voter, faire qu'ils soient à nouveau « partie prenante » (et accepter ceux qui doutent de l'utilité du vote ; « pas une voix pour Le Pen » n'est pas « voter massivement Macron »). On s'efforce de maintenir le « contact » -les abstentionnistes sont plus ou moins connus- et ils participent souvent « autrement », abstentionnistes ET acteurs.

Et cela pose aussi mais accessoirement, compte tenu des rapports de forces issus de ces élections, la question de la relation aux partis, du fait de leurs ancrages locaux et de leur surreprésentation en postes électifs. Concernant le PCF :

-

Dans un cas (texte Bidet par exemple) le Parti communiste devrait (seulement) cesser de se considérer comme une tendance (une « famille ») de la gauche, devenir une tendance de la gauche populaire (évidemment, il faudrait un nouveau cadre de rassemblement). Il serait « à ce titre infiniment précieux pour nous tous, par ses militants, sa culture, son journal, son influence dans les associations, les syndicats et dans la vie intellectuelle. » **il ne faudrait pas le quitter** (faites ce que je dis, pas ce que j'ai fait), une fois de plus, mais encore et toujours le transformer

(histoire des « rénovations » successives...).

-

Dans l'autre cas (voir Bruno Piriou par exemple dans son rapide compte rendu de sa rencontre à Avignon avec l'écrivain Patrick Chamoiseau). Il rappelle que Patrick fut signataire de l'appel à voter Farida Amrani et Ulysse Rabaté aux législatives contre Valls, qu'il finit son intervention par "un autre monde est encore possible"... Il répète que le Parti communiste doit mourir pour qu'autre chose renaisse et conclut « Pas de hasard à cette rencontre ». A l'intention de tous ceux qui invoquent le passé, nous en sommes tous ensemble les héritiers :

ne pas reprendre sa carte au PCF, certes un geste difficile à faire mais si c'était le geste à envisager, efficace, porteur de sens, utile

pour l'avenir, pour avancer, pour, enfin, construire mais ailleurs et autrement...

Pas de nostalgie donc, pas de justification non plus des errements actuels par le glorieux passé. Résistance, Front Populaire, Révolution française, programme du CNR, Mai 68, Luttés pour l'avortement, contre le colonialisme, pour la Paix et le désarmement, marche pour l'égalité et les Droits, défense de l'école laïque, abolition de l'esclavage, résistance à l'EPAD, grands moments internationalistes...

Nous poursuivons là le débat déjà mené sur l'affreux concept, originaire du monde du marketing, d'« offre politique » qui correspond à la première démarche (on offre, ils votent parce qu'ils « demandent »... mais, ils ne demandent rien ! ils n'y croient plus, ils « veulent » !)

Ces « rassemblements » sont fondamentalement différent dans leur conception et dans la stratégie mise en œuvre. Bien sûr, il ne s'agit pas d'être abrupt, d'opposer frontalement car l'aspiration à l'union est extrêmement présente chez les « vieux » militants et, curieusement, chez les intellectuels (mais c'est aussi, pour eux, une question de pouvoir et donc de perte de pouvoir) qui continuent souvent dans le déni des résultats. Il ne s'agit pas de « contrarier » mais plutôt de « neutraliser ». Ils doivent se respecter.

« Les cartels sans cohérence politique nationale et locale ne sont plus adaptés à la situation politique actuelle comme l'a montré l'échec du Front de gauche. Toutefois, aucune force pérenne ne saurait se construire ni s'enraciner sans agglomérer les expériences militantes syndicales, associatives, politiques dont le patrimoine et le capital vivant sont décisifs pour fortifier l'acquis et surmonter les pièges et les difficultés qui ne manqueront dans notre combat contre l'oligarchie capitaliste. Nous avons besoin dans le pot commun du meilleur du socialisme, du communisme, de l'écologie politique, du syndicalisme, du féminisme, de l'altermondialisme, de l'anticapitalisme. » (texte 2 Ensemble !)

C'est également l'expérience que nous avons à Nanterre, avec nos nombreuses actions alternatives, mouvementistes. **Nous avons en effet contribué à produire à Nanterre des embryons dans ce bon sens-là qui ont permis de garder la ville à gauche et de mettre à la place où ils sont les élus actuels.** C'est pourquoi d'ailleurs, dans notre lettre de soutien à France Insoumise, nous faisons explicitement référence à nos expérimentations. Nous avons une expérience, 25 ans d'expérience sur le sujet, en ayant tout tenté, il n'a pas été possible d'avancer autrement que comme nous l'avons fait, avec les cahiers, avec les assises, avec notre participation aux forums sociaux, avec notre travail sur banlieues et métropoles solidaires... en traçant notre route et donc dans une certaine RUPTURE avec les pratiques du passé. Cette rupture est une rupture "d'hégémonie" bien sûr politique, elle est aussi dans le mouvement des idées, des consciences. C'est cette « rupture permanente » qui a été en partie contrariée dès la préparation des dernières municipales...

Si Gauche Citoyenne a pris parti sans ambiguïté pour France Insoumise, il est souhaitable, indispensable et productif de prendre en compte dans les réflexions en cours les deux façons de voir. Cette façon d'intervenir a été au cœur des différentes prises de position au cours de la séquence électorale : ne pas prendre en compte la coexistence de deux conceptions et ne pas le reconnaître comme tel constitue le blocage essentiel pour un travail commun (continuer en ce sens serait sans issue)

D'autant que les 13,7% de suffrages aux législatives confirment le regain d'une gauche bien à gauche... dont les équilibres internes ont déjà basculé, d'autant que **c'est l'enjeu majeur des échanges avec P. Jarry et le PCF à Nanterre aujourd'hui : prendre en compte l'évolution du rapport de force et l'émergence d'une force nouvelle auto-constituée.**

Aller au-delà de la fétichisation du programme car « Il était vain de porter une autre politique sans que cela prenne appui sur un autre rapport, plus démocratique et libertaire, à la politique. Et pourtant, nombreux sont ceux qui recommencent comme avant... Comment, plutôt, être radical, au sens étymologique de reprendre les choses à la racine ? Partir des résistances et des alternatives localisées pour tenter patiemment de bâtir des convergences. Et donner une place aux paroles populaires (notamment parmi les ouvriers et les employés) » (Corcuff)

« Comment faire grandir l'idée et le projet d'une VI^e République, qui soit sociale, citoyenne et participative ? Comment s'appuyer sur des expériences de participation citoyenne à des gestions de collectivités locales, de mouvements sociaux, du mouvement associatif, sur les enjeux de la révolution numérique ? Comment permettre l'irruption permanente des citoyens dans la vie politique ? Ce travail est devant nous » (Auguste)

Le temps n'est plus où des "conditions", des exigences draconiennes semblaient parfois être la seule solution pour séparer l'ivraie et bon grain, l'opportuniste supposé et le bon révolutionnaire... **Rassembler et non repousser**, pour gagner mais comme nous le disions « dans la clarté » et donc en prenant en compte de manière équilibrée les conceptions du rassemblement.

« Trois axes sont importants pour comprendre ce que nous devons faire aujourd'hui : **1) droite/gauche, un axe qui continue à exister mais qui est affaibli ; 2) vieux/neuf ; 3) opposé aux forces traditionnelles/aux côtés des forces traditionnelles.**

Nous devons donc nous opposer tout en représentant le neuf et la nouveauté: il est possible de le faire depuis la gauche ou depuis la droite. Si tu le fais depuis la droite, tu mens, car tu ne représenteras jamais un renouveau ou une réelle opposition. Il faut donc le faire depuis la gauche. C'est un point clé. Quand Podemos est né, nous ne voulions pas réinventer la gauche, ou donner un nouveau souffle à la vieille gauche, nous voulions reconstruire un espace d'émancipation. » (Moneder)

+++++

Mars 2020 : élections municipales...

Nous disposons de moins de 1.000 jours pour assurer avec certitude à Nanterre un avenir de gauche, neuf, atypique, pour construire des candidatures d'unité populaire et citoyenne, avec des composantes populaire et collective, indignée et plus individualisée, civique-républicaine-démocratique –la véritable société civile-. **Nous tous, rassemblés, renouvelés, dans toutes nos diversités et différences.**

ANNEXE 1

Au niveau national, résumé de l'analyse de Martelli

1.

Une France insoumise solidement installée

À elle seule, avec ses 2,5 millions de suffrages et ses 11%, la France insoumise fait mieux que les deux partis qui furent les pivots de la gauche française, le PC et le PS (9,1% au total).

une implantation qui se caractérise par sa densité et son équilibre

France insoumise s'est installée dans les territoires historiques de la gauche, ceux que se partageaient ou que se disputaient le PC et le PS au XXe siècle.

1.

Les déboires du PCF

Le PCF, avec 2,7% d'exprimés, enregistre le score le plus bas de son histoire législative, à peine au-dessus du très décevant résultat de la présidentielle de 2007 (1,9%). Il est aux deux tiers du niveau atteint aux législatives de 2007 (4,3%),

Quarante départements le placent au-dessous de la barre des 2%. Il ne dépasse les 5% que dans dix départements

Entre 2008 et aujourd'hui, le PCF a été à la tête d'environ 750 communes de toutes tailles. On y constate un équilibre presque parfait entre le PCF (13,9%) et la France insoumise (13,8%).

Heureusement pour lui, le PC profite du coup de fouet de la présidentielle et de l'impact dans quelques bastions de notables (pour la plupart des permanents –et ça les gens n'en veulent plus non plus-), qui a redonné des couleurs aux zones de force qui furent les siennes autrefois et qui n'avaient cessé de se rétracter jusqu'en 2012. Mais, s'il conforte sa place dans le Puy-de-Dôme et surtout en Seine-Maritime, il doit désormais compter avec la place prise par FI dans ses anciennes terres d'élection du Nord, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne.

Il se dit souvent que la dynamique Mélenchon du premier tour de la présidentielle est retombée à la législative. Il est vrai que la France insoumise est loin des 19,6% du 23 avril. Mais le total du PCF et de FI approche tout de même les 14%. Or, en 2012, les 11,3% de la présidentielle étaient devenus un timide 6,9% aux législatives qui suivirent et, pour le coup, Jean-Luc Mélenchon n'y était pour rien. Proportionnellement, le résultat des législatives de cette année est finalement un peu meilleur que celui de 2012.

ANNEXE 2 :

Au niveau national, résumé de l'analyse de Martine Billard :

La France Insoumise a abordé les élections législatives avec une conviction : l'idée d'une séquence commune avec la présidentielle

. De même

une étiquette politique commune était indispensable

et non des étiquettes dépendant d'arrangements locaux qui auraient fait perdre tout l'avantage de

pouvoir utiliser la dynamique de la présidentielle et le bon score obtenu

. La seule condition posée était la signature de la Charte. Une procédure commune a été appliquée pour désigner les candidat.es : les candidatures ont été proposées par les AG de circonscriptions, et un comité électoral national avait pour mission de veiller à obtenir une parité nationale et garantir la diversité des candidatures en terme d'âge, de profession, de répartition sur les territoires, d'engagement syndical et associatif.

1) 559 candidat.es présentés ou soutenus par la France Insoumise

- 556 candidats présentés sous étiquette FI

- **3 candidat.e.s soutenus** en accord avec les groupes locaux FI : Marie-George Buffet 93-4, Sergio Coronado EELV Français de l'étranger 2 ; Huguette Bello députée sortante, La Réunion 2

- **5 circonscriptions avec non présentation volontaire ou retrait** : 76-6 Sébastien Jumel qui a apporté son soutien à la candidature de JLM depuis le début et 76-3 Hubert Wulfranc maire de St Etienne du Rouvray, 14-5 Isabelle Attard députée ex EELV sortante, les 3 avec accord des groupes FI ; retrait dans la 18-1 pour Nicolas Sansu député sortant et dans la 13-13 pour Pierre Dharéville, où les 2 députés PCF sortants avaient parrainé Jean-Luc Mélenchon,

- **6 circonscriptions où pas de candidats volontaires** : Cantal 2 ; Loiret 4 ; Wallis et Futuna, St Barthélémy, Martinique 2, Nouvelle-Calédonie 2,

- **7 autres cas** : 4 non présentation par manœuvre PCF : 71-2 où un candidat s'est fait investir par la FI mais a déposé PCF ; 94-7 la candidate a soit-disant déposé FI en nous montrant la photo du formulaire mais en a déposé un autre avec PCF ; 03-01 où le PCF a investi une AG FI pour faire voter le retrait du candidat FI ; 59-16 où les pressions répétées du PCF ont fait craquer la candidate FI ; La 10 des français de l'étranger où le candidat proposé par Ensemble et qui devait se déclarer FI s'est déclaré divers gauche ; 92-9 où la candidate désignée par la FI n'a pas déposé sa candidature ; La Réunion-5 où nous avons refusé de valider un changement de candidature.

1.

Résultats du premier tour

-

Un niveau record d'abstention

-

4 forces politiques au-dessus de 10 % (En marche-Modem, LR, FN, FI)

1.

Le PCF avait 461 candidats sous son étiquette et soutenait 23 autres candidats dont plusieurs dans le cadre d'accords départementaux avec le PS : Jura, Somme, Marne, Yvelines, Eure 2 ou EELV dans les Pyrénées Atlantiques. Ses candidats obtiennent 2,72% des suffrages, moins qu'en 2007 où il avait obtenu 4,3 %. Il ne dépasse les 20% que dans 10 circonscriptions mais obtient moins de 5% dans 374 circonscriptions et même moins de 1% dans 35 d'entre elles, bien plus qu'en 2007. Il est au-dessus de 5% dans seulement 10 départements : 63 9,6% - 76 8,7% - 18 8,5% - 03 8,2% - 93 6,9% - 48 6,7% - 87 6,7% - 94 6,4 % - Oise 5,9% et Corrèze 5,5 % mais en dessous de 2% dans 40 départements.

1.

Au second tour, l'unité FI-PCF aurait-elle permis d'avoir plus de députés ?

C'est une hypothèse toujours difficile à vérifier car une élection ne se limite pas à des additions. Ceci étant si on regarde les scores FI et PCF du premier tour, et en s'en tenant aux additions, il y a **40 circonscriptions où l'addition des scores aurait permis d'être au second tour** ce qui ne veut pas forcément dire gagner ensuite.

Dans **36 cas, la France Insoumise est devant le PCF** dont la 57-8 avec Lionel Burillo syndicaliste CGT d'Arcelor Mittal contre lequel le PCF s'est obstiné à mettre un candidat, la 94-9 où on aurait pu être au second tour à la place de Carvounas ; dans la 78-8 où une candidature commune FI-EELV-Ensemble-Nouvelle Donne et regroupement local a du affronter un candidat PCF l'empêchant ainsi d'être au second tour alors qu'une des villes principales de cette circonscription (Mantes la Ville) est passée au FN en 2014. Dans 11 cas la FI aurait été au second tour à la place du FN, dans 12 à la place du PS et au second tour, dans 2 en duel avec le PS

Dans 3 cas le PCF est devant la FI (Lens, Compiègne, Nanterre)

dans la 59-17 (Douai ex Dolez) au coude à coude 12,08 FI et 12,07 pour le PCF

On peut penser qu'il y aurait eu 4 circonscriptions gagnables contre le FN

62-3 Lens où PCF devant FI, Douai FI et PCF au coude à coude, 13-7 Marseille (Ouali Brinis devant JM Copola) et 59-19 Valenciennes, les deux avec FI devant PCF

1.

Conclusion générale de la séquence des législatives

La stratégie choisie par la France Insoumise a donc permis d'obtenir un score plus élevé qu'en 2012 dans un océan d'abstention qui concerne surtout notre électorat et face à une vague Macron soutenue massivement par les médias. Dans ces conditions, nombre de nos candidats ont fait des scores tout à fait remarquables au premier tour et au second tour des remontées impressionnantes qui malheureusement n'ont pas toujours pu briser la machine médiatique. Nous ne pouvons que regretter de ne pas avoir eu d'élus en Haute-Garonne et dans l'Essonne et pas plus à Paris. Nous pouvons aussi regretter que notre volonté de faire entrer des dirigeants syndicalistes à l'assemblée (Lionel Burriello, Mehdi Kemoune ...) n'ait pas été couronnée de succès. Mais nous avons maintenant un groupe de député.e.s combattifs qui dès les premiers jours montrent leur volonté de porter haut la parole de « ceux qui sont rien » à

l'assemblée nationale.